

Cote du document: EB 2018/LOT/G.7
Date: 1^{er} novembre 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Comité Européen pour la formation et l'agriculture en faveur de la Sécurité alimentaire et la durabilité dans les situations de fragilité

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Khalida Bouzar
Directrice de la Division Proche-Orient,
Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2321
courriel: k.bouzar@ifad.org

Eric Rwabidadi
Chargé d'appui au programme
téléphone: +20 101 1960185
courriel: e.rwabidadi@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don telle qu'elle figure au paragraphe 17.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Comité Européen pour la formation et l'agriculture en faveur de la Sécurité alimentaire et de la durabilité dans les situations de fragilité

I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons

1. Le Yémen et la Somalie, dont la population totale s'élève à 28,3 millions et 14,7 millions d'habitants respectivement¹, sont depuis plusieurs années en proie à des conflits qui, cumulés aux répercussions profondes des changements climatiques, ont contribué à les rendre extrêmement vulnérables.
2. Le Yémen, où le conflit s'intensifie depuis plus de trois ans, est toujours dans une situation de crise humanitaire, sociale et économique sans précédent. Environ 75 % des Yéménites ont besoin d'aide humanitaire. Quelque 17,8 millions de personnes seraient en situation d'insécurité alimentaire et 8,4 millions seraient en situation d'insécurité alimentaire grave et menacés de famine. Le long conflit a gravement affaibli l'économie. Des millions de personnes ont perdu leurs moyens de subsistance et le taux de pauvreté dépasse 80%. Certaines agences de développement sont restées actives dans le pays, d'autres reprennent leurs activités après la suspension de leur portefeuille.
3. En 2012, la Somalie a élu un nouveau gouvernement pour remplacer le Gouvernement fédéral de transition formé en 2004. Le nouveau gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre pacifiquement un processus de transformation politique. Le pays n'en demeure pas moins en proie à des tensions et des troubles civils continus en raison d'affrontements entre les forces du Gouvernement fédéral, reconnu par la communauté internationale, et les groupes ne reconnaissant pas sa légitimité. À ces difficultés s'ajoute la vulnérabilité du pays aux catastrophes naturelles. Certaines régions ont été frappées par des sécheresses en 2016 et 2017, puis par des inondations en 2018, et font face à d'importants besoins humanitaires. L'activité économique se redresse lentement depuis les sécheresses de 2016 et 2017, grâce à des pluies favorables et aux envois de fonds importants et continus des Somaliens émigrés. La communauté internationale soutient le Gouvernement fédéral dans l'optique de favoriser une reprise économique durable et inclusive et d'assurer la stabilité, la paix et l'édification des institutions publiques.
4. La mise en œuvre de programmes d'aide en Somalie et au Yémen, que le FIDA a toujours soutenue, a été interrompue en raison des situations de conflit et de fragilité de ces pays. La Somalie a commencé à accumuler des arriérés au début des années 1990 après l'effondrement des institutions publiques (le montant des arriérés s'élève maintenant à environ 23,8 millions d'USD). Malgré les difficultés économiques et politiques, le Gouvernement fédéral est actuellement en bonne voie de bénéficier d'un allègement de sa dette dans le cadre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés, dès qu'il aura rempli les critères fixés par le Fonds monétaire international (FMI). Le FIDA suit de près

¹ Banque Mondiale. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL?locations=ME>

ces évolutions. La situation de conflit au Yémen a entraîné la suspension des activités du FIDA dans le pays, mais celui-ci prévoit de les relancer grâce au Système d'allocation fondé sur la performance dans le cadre de sa Onzième reconstitution des ressources (FIDA 11). Ce don permettra de mener des activités pilotes pouvant être intégrées et transposées à plus grande échelle dans le projet que le Fonds élaborera au Yémen au titre du FIDA 11 et qui constituera un élément essentiel de son réengagement. Le Fonds a établi ses priorités en se basant sur le précédent Programme en faveur de la croissance rurale (2013).

5. Les deux pays ont des points communs qui peuvent être traités dans le cadre d'un même programme. Ceux-ci sont notamment: i) des conditions socioéconomiques et climatiques défavorables, liées entre autres à la pénurie d'eau et à la vulnérabilité face aux sécheresses; ii) une grande fragilité et des conflits (les deux pays figurent dans la liste des pays présentant des situations de majeure fragilité du FIDA et font partie des trois premiers pays du classement 2018 des États les plus fragiles établi par le Fonds pour la paix); iii) une proximité agro-géographique.
6. Le programme Sécurité alimentaire durable dans les situations de fragilité constitue une excellente occasion pour le FIDA d'établir les bases de son réengagement au Yémen et de renforcer sa présence en Somalie. Ce programme est aligné sur: la stratégie d'engagement du FIDA dans les pays présentant des situations de fragilité; le Mécanisme pour les réfugiés, les migrants et les déplacés forcés, en faveur de la stabilité rurale (FARMS) et les engagements clés souscrits pour la période couverte par FIDA11, notamment l'engagement 3.6, mesure 35 visant à lancer un programme spécial pour les pays présentant des situations de fragilité. Il est également aligné sur la mesure 24 visant à élaborer une nouvelle stratégie et un nouveau plan d'action sur les changements climatiques et l'environnement (avec la possibilité d'y intégrer des mesures visant à faire face aux changements climatiques dans les zones extrêmement vulnérables), et la mesure 23, qui vise à accroître la proportion de projets tenant compte des enjeux nutritionnels. Le programme proposé contribuera en outre à améliorer la productivité des petits exploitants agricoles. L'Agence italienne pour la coopération et le développement (AICS) apportera un cofinancement afin de prendre en charge la reproduction à plus grande échelle d'activités financées par le FIDA en Somalie.
7. Conforme au but et aux objectifs énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons (2015)², le programme proposé vise à: i) promouvoir, en Somalie et au Yémen, des démarches et des technologies innovantes, utiles aux pauvres et se prêtant à une reproduction à plus grande échelle pour accroître l'impact; ii) renforcer les capacités du personnel gouvernemental sur le plan des institutions et des politiques; iii) générer des savoirs et les partager pour élargir l'impact en matière de développement dans des contextes similaires. Il vise en outre à améliorer durablement la sécurité alimentaire, l'alimentation et les moyens d'existence de la population, et à renforcer la résilience des ménages vulnérables et des communautés dont ils font partie. Cela contribue directement au but général de la Politique du FIDA en matière de dons, à savoir élargir et ajouter de la valeur à l'appui apporté à l'agriculture paysanne et à la transformation du monde rural, contribuant de la sorte à l'éradication de la pauvreté rurale, au développement de l'agriculture durable ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à la nutrition à l'échelle mondiale. Dans le même ordre d'idées, ce programme correspond bien à la priorité accordée par le FIDA à la recherche agricole pour le développement en 2018, qui vise à accroître durablement la production et la productivité pour favoriser la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la génération de revenus.

² Voir le document EB 2015/114/R.2/Rev.1.

II. Le programme proposé

8. **Buts et objectifs de développement du programme.** Le but général du programme est d'améliorer durablement la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens d'existence et d'accroître la résilience des ménages vulnérables et de leurs communautés. Il a pour objet d'accroître les revenus des ménages cibles en améliorant la production agricole, et plus particulièrement certaines cultures (comme le palmier dattier) et la productivité du bétail.
9. **Groupe cible.** Le groupe cible se composera de 11 270 ménages – 8 000 en Somalie et 3 270³ au Yémen. Le programme visera en particulier les groupes traditionnellement marginalisés comme les femmes et les filles (qui représentent au moins 30% des destinataires du programme) et les jeunes hommes âgés de 15 à 25 ans qui sont dans une situation de pauvreté, d'exclusion sociale, de chômage et de déplacement (au moins 10% seront en situation de déplacement interne).
10. **Zone d'intervention.** Les groupes cibles sont installés dans 20 oasis du Puntland, dans la région de Bari en Somalie (y compris dans les districts de Bosaso, Qandala, Iskushuban, Aluula, Bargal et Ufeyn, ainsi que dans la ville de Qardho) et dans la région de Nugaal (dans la ville de Garowe). Au Yémen, les bénéficiaires du programme vivent dans les gouvernorats d'Aldhale, de Dhamar, de Hudaida, de Lahaj et de Taiz⁴.
11. **Composantes du programme.** Le programme se déroulera sur quatre ans et comprendra les composantes et sous-composantes suivantes:
 - a) Technologies intelligentes face aux changements climatiques et aux besoins en eau
 - b) Agriculture durable et élevage
 - c) Capitalisation de savoirs et développement des capacités

III. Résultats et produits escomptés

12. Les résultats escomptés de ce programme sont les suivants:
 - a) Restauration et gestion rationnelle des infrastructures hydrauliques et adoption de technologies intelligentes face aux changements climatiques.
 - i) Remise en état des systèmes d'irrigation.
 - ii) Formation dispensée aux usagers de l'eau et aux comités de gestion de l'eau.
 - iii) Introduction de technologies intelligentes face aux changements climatiques à l'intention des petits exploitants visés par le programme.
 - iv) Aménagement de sources d'eau renouvelables.
 - b) Augmentation durable de la production de certaines cultures dans les deux pays et amélioration durable des processus de transformation et de commercialisation de certaines cultures (par exemple, le palmier dattier) dans la région du Puntland.
 - i) Formation dispensée aux petits exploitants sélectionnés afin d'améliorer leurs compétences en matière de gestion des cultures.
 - ii) Introduction aux techniques de l'agriculture de conservation à l'intention des petits exploitants.
 - iii) Soutien apporté à la chaîne de valeur de la datte de palme.

³ En se fondant sur l'expérience acquise par le FIDA au Yémen et sur le coût de ces activités par bénéficiaire.

⁴ À confirmer lors de la phase de démarrage.

- c) Augmentation de la productivité des parcours et des élevages de petits ruminants dans les régions cibles du Puntland.
 - i) Réhabilitation des parcours dégradés.
 - ii) Aide à la production animale.

IV. Modalités d'exécution

13. Le bénéficiaire du don est le Comité européen pour la formation et l'agriculture (CEFA), une ONG reconnue pour sa longue expérience dans les pays présentant des situations de fragilité, en particulier dans le secteur agricole au Puntland. Le CEFA est un partenaire essentiel du FIDA, qu'il aide à mener ses activités en Somalie, et de l'AICS. Comme il a été souligné au cours de l'examen du Comité chargé des stratégies opérationnelles et de l'orientation des politiques, le CEFA a élaboré la note conceptuelle et la proposition en collaboration avec la Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe du FIDA et l'AICS; le financement apporté par l'AICS a également été mobilisé grâce à la proposition du CEFA. Il est essentiel que le CEFA cofinance et participe à ce programme pour permettre au FIDA de collaborer plus étroitement avec l'AICS et les ministères fédéraux et régionaux dans ces pays.
14. La mise en œuvre de la sous-composante élevage sera assurée par Vétérinaires sans frontières Allemagne (VSF-G), une ONG ayant 20 ans d'expérience dans la mise en œuvre de programmes dans les zones pastorales en Afrique, notamment en Somalie. Le CEFA et VSF-G signeront un accord de sous-bénéficiaire, après réception de la notification de non objection du FIDA. D'autres ONG, dont la Société de formation régionale au développement rural, l'Institut somalien de gestion des risques de catastrophe, et AgriTechTalk Africa appuieront la mise en œuvre d'activités spécifiques en tant que prestataires de services. Au Yémen, le CEFA travaillera soit avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, soit avec le Programme alimentaire mondial, qui mènent des programmes dans ces régions. Au cours de la phase initiale, le FIDA et le CEFA identifieront l'institution siégeant à Rome avec laquelle il conviendra de travailler et fixeront les modalités de distribution des fonds. Le FIDA élaborera et adoptera un mémorandum d'accord entre le CEFA et l'institution ayant son siège à Rome.
15. Les procédures relatives à la présentation de l'information financière et à l'audit seront conformes aux procédures standard du FIDA.

V. Coût et financement indicatifs du programme

16. Le coût total du programme est estimé à 5,73 millions d'EUR sur quatre ans, dont 2,59 millions d'EUR de dons du FIDA (soit 3 millions d'USD)⁵, 2,96 millions d'EUR de cofinancements de l'AICS⁶ (le montant total de son financement étant de 3,25 millions d'EUR, dont 300 000 EUR de frais de gestion pour le FIDA) et 0,18 million d'EUR de cofinancement en espèces et en nature de la part du CEFA. Les fonds de l'AICS seront transmis au FIDA par l'intermédiaire du FARMS sous la forme d'un don supplémentaire. Une note conceptuelle distincte a déjà été préparée et approuvée par l'AICS. L'AICS ne financera que les activités menées en Somalie et celles devant être menées au Yémen seront financées par le don du FIDA.

⁵ Le don du FIDA sera libellé en euros pour correspondre à la devise du don fourni par l'AICS, l'euro, et pour faciliter la comptabilité du programme. Le taux de change USD/EUR utilisé est de 1,15, soit le taux officiel du FMI au 27 septembre 2018, dernier jour ouvrable du mois précédant la présentation au Conseil.

⁶ L'accord de don supplémentaire entre l'AICS et le FIDA a été élaboré. L'AICS est en train de l'examiner.

Tableau 1

Coût par composante et par source de financement

(en milliers d'EUR)

<i>Composantes</i>	<i>FIDA</i>	<i>AICS</i>	<i>CEFA en nature</i>	<i>CEFA en espèces</i>	<i>Total</i>
1. Technologies intelligentes face aux changements climatiques et aux besoins en eau	544	1 362	-	-	1 906
2. Agriculture durable et élevage					
2.1 Agriculture durable	511	581	-	-	1 092
2.2 Élevage	263	581	-	-	844
3. Capitalisation de savoirs et développement des capacités	883	-	-	-	883
4. Frais généraux et gestion de projet	390	436	16	167	1 009
Total	2 591	2 960	16	167	5 734

Tableau 2

Coût par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'EUR)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>AICS^a</i>	<i>CEFA en nature</i>	<i>CEFA en espèces</i>	<i>Total</i>
1. Consultants	592	259	-	-	851
2. Équipement et matériel (y compris les véhicules, les biens et les services)	219	366	-	-	585
3. Salaires et dépenses de fonctionnement ^b	676	1 055	16	155	1 902
4. Formation et ateliers ^c	567	222	-	12	801
5. Travaux	310	820	-	-	1 130
6. Dons subsidiaires	35	56	-	-	91
7. Coûts indirects	192	182	-	-	374
Total	2 591	2 960	16	167	5 734

^a La contribution totale de l'AICS ne tient pas compte des 300 000 EUR de frais de gestion versés au FIDA.^b Comprend les indemnités et les frais de voyage du personnel.^c Comprend les frais de déplacement pour les activités de formation, les ateliers et les événements.**VI. Recommandation**

17. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme en faveur de la Sécurité alimentaire et de la durabilité dans les situations de fragilité, accordera un don d'un montant de deux millions cinq cent quatre-vingt-onze mille euros (2 591 000 EUR) au Comité Européen pour la formation et l'agriculture (CEFA), à l'appui d'un projet d'une durée de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Results-based logical framework

Results Hierarchy	Indicators ⁷				Means of Verification			Assumptions
	Name	Unit	Base-line ⁸	End Target	Source ⁹	Frequency	Respo-nsibility	
Outreach	Number of households receiving services promoted or supported by the project ¹⁰	Total	0	11,270	M&E system/ Partners reports	Monthly	M&E officer	
	Estimated corresponding number of total household members	Total	0	67,620				
Goal: To sustainably improve food security, nutrition and livelihoods and to build resilience among vulnerable households and their communities	Percentage increase in number of households reporting having 3 meals a day over baseline	%	TBD	30%	Baseline and completion surveys	Baseline and Completion	PMU	Political stability Adoption of integrated and cross-sector policies and approaches to sustainable land management Implementation of Government strategy for poverty alleviation as well as environmental strategies continues
	Households with improvement in coping strategies to shocks	%	0	10%				
Development Objective: To increase targeted HHs' income through improved agricultural focusing on dates, and livestock productivity	Percentage increase in targeted smallholders' income	%	TBD	30%	Baseline and completion surveys	Baseline and Completion	PMU	Commitment of Government to farm land and water management. Contingency planning and environmental early warning systems streamlined in policy. Women will receive proportionate benefits from the Programme.
	Percentage of households reporting an increase in production	%	TBD	30%				
Outcome 1 Water Infrastructures are rehabilitated as well as properly managed, and climate-smart technologies are adopted	Households with improved access to water	Number	0	3,500	M&E system	Annually	M&E officer	Beneficiaries willingness to participate and contribute Climate change remains within the current forecasts Beneficiaries are willing to adopt new technologies
	Incremental increase of land under irrigation	%	TBD	30%	Baseline / completion surveys	Baseline and Completion	PMU	
	Percentage of households reporting adoption of environmentally sustainable and climate resilient technologies and practices	%	0	80%	M&E system, field surveys	Annually	M&E officer	

⁷ Data for all household related indicators to be disaggregated by poverty status, age and gender of household head.

⁸ Baseline figures to be updated based on the baseline survey

⁹ Additional external sources of data to verify performance will be identified and used wherever possible..

¹⁰ At least 10% of HHs are IDPs

Results Hierarchy	Indicators ⁷				Means of Verification			Assumptions
	Name	Unit	Base-line ⁸	End Target	Source ⁹	Frequency	Responsibility	
Outputs 1.1 Irrigation schemes are rehabilitated. 1.2 Water users and management committees are trained 1.3 Climate-smart technologies are introduced to targeted smallholders 1.4 Renewable water sources are constructed	Number of hectares of farmland under water related infrastructure rehabilitated	Ha	0	1,400	Contractor reports	Annually	PMU	
	People trained in water infrastructure O&M	Total	0	400	Training reports	Quarterly	PMU	
		Men	0	280				
		Women	0	120				
	Solar-powered drip irrigation system kits distributed	Number	0	30	Component report	Quarterly	PMU	
Sub-surface and/or sand-dams rehabilitated for water supply	Number	0	30					
Outcome 2.1 The production of selected crops is increased and processing and marketing of palm dates in Somalia and vegetables in Yemen is sustainably improved.	Percentages of households reporting adoption of new /improved inputs, technologies, or practices	%	0	80%	Baseline and completion surveys	Baseline and Completion	PMU	Value chain actors are willing to cooperate and work together
	Percentage increase in the volume of palm dates and vegetables marketed	%	0	30%				
Outputs 2.1 Targeted smallholders are trained to increase their crop management skills 2.1.2 Smallholders are introduced to conservation agricultural techniques. 2.1.3 Palm dates value chain supported	Number of persons trained in production practices and/or technologies	Total	0	4,000	Training reports	Quarterly	PMU	
		Men	0	2,800				
		Women	0	1,200				
	Date marketing strategy to match production and market potential developed	Strategy	0	1	Study report	Annually	PMU	
	Number of persons trained in income-generating activities or business management	Total	0	3,000	Training reports	Quarterly	PMU	
		Men	0	2,100				
Women		0	900					
Outcome 2.2: Range and small ruminant productivity is increased in Puntland targeted areas.	Percentages of households reporting adoption of new/ improved inputs, technologies, or practices	%	0	80%	Baseline/ completion surveys	Baseline and Completion	PMU	Political stability Security and conflict measures mitigation are successfully in place.
Outputs 2.2.1 Degraded range-lands are rehabilitated 2.2.2 Livestock production is supported through improved livestock genetic and new livestock technology packages	Number of hectares of rangeland rehabilitated	Ha	0	9,000	Component reports	Annually	PMU	
	Number of persons trained in production practices and/or technologies	livestock-Total	0	2,500	Training reports	Quarterly	PMU	
		Men	0	1,750				
		Women	0	750				